

**Convention collective nationale**

**IDCC : 7517. – INGÉNIEURS ET CADRES  
D'EXPLOITATIONS AGRICOLES**

**(2 avril 1952)**

(Etendue par arrêté du 13 octobre 1953,  
*Journal officiel* du 28 octobre 1953)

---

**AVENANT N° 42 DU 29 AVRIL 2010**

NOR : AGRS1097193M

IDCC : 7517

---

Entre :

La fédération nationale de la propriété privée rurale ;

La fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ;

La fédération nationale du bois ;

Les entrepreneurs des territoires ;

L'union nationale des entrepreneurs du paysage,

D'une part,

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

La fédération de l'agriculture CFTC-Agri ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation  
et des secteurs connexes FO ;

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

## PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux conviennent que l'avenant n° 40 à la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952, adopté le 3 juin 2009, est annulé et remplacé par les dispositions suivantes.

### Article 1<sup>er</sup>

La convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres est modifiée comme suit :

L'article 11 est remplacé par le texte suivant :

#### « 1. – Opérations obligatoires

Sur les taux de cotisations définis à l'article 7, un taux de 2 % sur la tranche de rémunération limitée au plafond des assurances sociales agricoles (tranche A) est obligatoirement affecté à la couverture d'un régime de retraite supplémentaire dans les conditions définies à l'annexe I.

La répartition de la cotisation entre l'employeur et le salarié s'effectue dans les conditions définies à l'annexe I.

#### 2. – Opérations facultatives pour l'entreprise

Des taux supplémentaires facultatifs peuvent s'ajouter au taux du régime obligatoire prévu au paragraphe 1 du présent article. La détermination de ces taux supplémentaires et, de manière plus générale, leurs modalités d'application sont définies aux conditions générales du contrat de retraite supplémentaire optionnel souscrit par l'entreprise.

#### 3. – Opérations facultatives pour le salarié

Les salariés répondant aux définitions des articles 5 et 6 ci-dessus peuvent, en outre, compléter les cotisations définies aux paragraphes 1 et 2 du présent article par des versements individuels et facultatifs, conformément aux dispositions de l'article 111 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003. Les conditions et modalités de mise en œuvre de ces versements sont définies aux conditions générales du contrat plan d'épargne retraite entreprise (PERE) auxquelles l'entreprise adhère et dont les dispositions sont reprises dans la notice d'information remise au salarié.

Les cotisations et versements individuels définis au présent article sont versés à une institution de prévoyance dénommée caisse de prévoyance des cadres d'entreprises agricoles (CPCEA), agréée par le ministre de l'agriculture par arrêté du 18 juin 1953. Cette institution de prévoyance mettra en œuvre les dispositions prévues à l'annexe I de la présente convention. »

## **Article 2**

L'annexe I de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit :

L'article 7 est remplacé par le texte suivant :

### **« 1. – Pour l'entreprise**

Des taux supplémentaires facultatifs peuvent s'ajouter au taux obligatoire prévu à l'article précédent.

Les modalités de mise en œuvre des opérations collectives facultatives s'effectuent dans le cadre de l'entreprise ou du groupe professionnel.

### **2. – Pour le salarié**

Tous les participants tels que définis à l'article 4 de la présente annexe peuvent effectuer des versements individuels et facultatifs qui seront affectés sur un compte en points ouvert au nom de chaque participant.

Pour l'attribution de ces points de retraite annuels, les versements individuels, nets de frais, sont divisés par la valeur du salaire de référence de l'exercice puis pondérés par un coefficient lié à l'âge du participant au moment de ce versement.

Les points acquis au titre des versements individuels facultatifs ne sont pas pris en compte pour le calcul des points gratuits défini à l'article 11.1 ; ni dans le calcul de la majoration pour charge de famille définie à l'article 14.2.

Les modalités de mise en œuvre des opérations individuelles facultatives sont définies aux conditions générales du contrat plan d'épargne retraite entreprise (PERE). »

## **Article 3**

Ces modifications prennent effet le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 29 avril 2010.

(Suivent les signatures.)